



Au sommaire de ce numéro

L'impossible harmonisation sociale et fiscale (Michel Fenayon).....	2
Hommage à Raymond Duberne (Cécile Ganeval).....	4
La démocratie (compte-rendu d'une réunion avec Bernard Blavette).....	5
« Pour une révolution fiscale », note de lecture de Michel Fenayon :	5
Agenda ; Organisation d'Attac 92.....	6

Dakar, une étape riche de promesses pour le Forum Social Mondial!

Pensez dès aujourd'hui à régler votre cotisation 2011 !

L'année 2011 sera marquée par de nombreux événements au cours desquels Attac doit avoir les moyens d'agir et de fédérer, et nous aurons plus que jamais besoin de moyens pour notre association, dont le financement est constitué pour plus de 95 % des cotisations et dons versés par ses adhérents.

Si vous êtes assujetti à l'impôt sur le revenu, vous pourrez déduire 66% de votre cotisation du montant de votre impôt.

Faites adhérer à ATTAC !

A ATTAC, on essaie de nouveaux chemins

Nous participons, soutenons et popularisons les actions de celles et ceux qui construisent dès aujourd'hui un autre monde : luttes populaires, initiatives citoyennes dans les domaines social, culturel, environnemental... Echaudés par notre histoire récente, nous travaillons à approfondir la démocratie associative au quotidien.

Le prochain numéro paraîtra début avril.

Diffusez, par courriel ou sur papier...

Vous souhaitez abonner des parents, des amis ? Il vous suffit de nous le demander

Le bilan du Forum social Mondial est globalement positif avec :

- une participation plus forte et plus représentative que prévue : compte tenu des conditions géopolitiques et de niveau de vie, 40.000 personnes au mieux étaient attendues : il y a en eu 75.000 ... Cela s'est manifesté par une manifestation d'ouverture de 70.000 personnes (selon la police), extrêmement vivante et dynamique avec une présence massive des femmes et des jeunes de la région, en général à travers les mouvements de base,
 - l'affirmation des caravanes en tant que vecteur de popularisation du FSM : la douzaine de caravanes qui ont sillonné préalablement l'Afrique de l'Ouest sont une des causes de ce succès populaire,
 - l'entrée donc « en altermondialisme » de nouvelles couches et mouvements de la région, notamment les mouvements de femmes, ce qui a fait dire à certains qu'« elles s'étaient accaparé le forum », participant d'autant dans l'avancée de la fédération de la société civile progressiste africaine (de ce point de vue, il convient aussi de noter la présence des syndicats et, dans une moindre mesure, des mouvements de paysans),
 - l'entrée (ou une meilleure présence et affirmation de leur acuité) de nouvelles thématiques dans les champs de réflexion et d'action du mouvement altermondialiste, notamment celles de l'accaparement des terres, de l'extractivisme, des migrations,
 - la constitution de nouveaux réseaux ou le changement d'échelle d'autres réseaux ; ainsi par exemple celui du Forum Mondial Alternatif de l'Eau (FAME 2012) avec plus de 200 organisations entrantes !,
 - la production des forums et activités adjacents (qui ont d'ailleurs su porter leurs problématiques au sein même de l'évènement FSM) : le forum mondial Sciences & Démocratie qui a poursuivi son extension (géographique et de contenu), le forum mondial des habitants, l'adoption et la proclamation de la Charte des Migrants, le forum syndical, etc.,
 - l'affirmation du format de Belém : alors que le niveau de débat des activités auto-organisées s'est globalement élevé, 38 **assemblées de convergence pour l'action** se sont tenues, au contenu pour la plupart très consistant et proposant des initiatives qui seront mises en visibilité par la logistique du FSM (elles seront notamment inscrites dans l'agenda du FSM),
 - l'extension des activités se déroulant à Dakar à d'autres points dans le monde (« Dakar étendu ») : par rapport à son précurseur « Belém étendu », et malgré des conditions matérielles plus que difficiles, Dakar étendu a pratiquement triplé sa voilure : 25 pays, près d'une centaine de rencontres à distance (via en général des visioconférences skype), plus d'une trentaine de participations à distance (une nouveauté de Dakar) à des activités centrées à Dakar. En France, environ 70 localités ont porté 150 activités, en local ou à distance (un bon tiers d'activités à distance dont un quart de participation à distance). Dakar étendu a notamment permis d'intégrer des mouvements des diasporas africaines au processus du FSM et d'y intéresser en nombre assez remarquable des groupes de lycéens.
- Pour prolonger le Forum Social Mondial, et préparer les suivants, il convient de pousser à constituer et **développer partout dans le monde les forums sociaux locaux**. La proposition de l'assemblée de convergence pour l'action « *articuler localement processus du Forum Social et développement des alternatives* » d'une semaine internationale de forums sociaux locaux vers le printemps/été 2012 va dans ce sens.

Libre opinion : l'impossible harmonisation sociale et fiscale dans le cadre des traités européens actuels (Contribution au débat interne Attac sur l'Europe) Michel Fenayon

A chaque élection, des politiques nous ressortent les mêmes promesses : « bientôt, il y aura harmonisation sociale et fiscale entre les pays européens. Cette harmonisation mettra fin à l'inacceptable dumping social et fiscal entre les pays européens et ouvrira la voie à une vraie coopération »

Les promesses ne valent que pour ceux qui les écoutent et y croient sans aller voir si la promesse est tenable. Et bien allons voir et pour cela reportons nous aux deux articles (113 et 114) du TFUE (Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne) dit traité de Lisbonne qui traitent de l'harmonisation sociale et fiscale :

Art 113(ex-article 93 du traité constitutionnel refusé par référendum en 2005) : Le Conseil, **statuant à l'unanimité** conformément à une **procédure spéciale**.....arrête les dispositions touchant à l'**harmonisation** des législations relatives aux **taxes sur le chiffre d'affaires, aux droits d'accises et autres impôts indirects** dans la mesure où cette harmonisation est nécessaire pour assurer l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur et éviter les distorsions de concurrence.

Commentaires : il faut l'unanimité (procédure spéciale) des 27 pays de l'UE pour harmoniser....et le seul motif acceptable pour cette harmonisation ne peut être que le bon fonctionnement de la concurrence.....en aucun cas des considérations sociales !! (Droits d'accises : impôts sur la consommation par exemple tabac, alcool, essence, etc.)

Poursuivons avec l'article 114 :

Art 114(ex-article 95 du traité constitutionnel refusé par référendum en 2005) : «Le Parlement européen et le Conseil, **statuant conformément à la procédure législative ordinaire**, arrêtent les mesures relatives au **rapprochement** des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres qui ont pour objet l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur. »

Commentaires : Cet article laisse à penser qu'il suffit d'avoir d'une « majorité qualifiée » (procédure législative ordinaire) et non pas l'unanimité pour rapprocher les systèmes fiscaux et sociaux des différents pays de l'UE. Bien sûr, il est indiqué que ces rapprochements ne peuvent avoir pour objectif que « le fonctionnement du marché » !!!!. En aucun cas des considérations sociales ne peuvent être prises en compte. Cependant, reconnaissons, qu'il est plus facile d'avoir un « rapprochement » par la « majorité qualifiée » que par l'unanimité. On pourrait donc être optimiste et penser que l'harmonisation est possible dans le cadre des traités existants. Mais patatras !!! Le deuxième paragraphe de cet article 114 indique :

« Le paragraphe un ne s'applique pas **aux dispositions fiscales, aux dispositions relatives à la libre circulation des personnes et à celles relatives aux droits et intérêts des travailleurs salariés** »

Commentaires : on ne peut être plus clair, il faut l'unanimité des 27 pays de l'UE pour toute harmonisation sociale et fiscale. Il suffit qu'un des 27 pays de l'UE s'y oppose pour que toute harmonisation soit impossible, et soyons sûr, que si l'on propose une harmonisation, il y aura des pays qui considéreront que la « situation harmonisée » constitue pour eux soit un recul social, soit une perte de compétitivité et en conséquence s'opposeront à l'harmonisation, sauf à supposer que certains pays soient masochistes au point d'accepter des sacrifices pour le bien commun de l'UE. Toute l'histoire de la construction européenne démontre le contraire.

Promettre « l'harmonisation sociale et fiscale » sans préciser comment l'on compte s'y prendre pour tenir cette promesse dans le cadre des traités actuels est donc une **tromperie**. Plusieurs solutions sont possibles pour tenter de réaliser la promesse :

1. Revoir les traités pour que l'harmonisation fiscale et sociale ne requière que la « majorité qualifiée » au lieu de l'unanimité. Pour revoir les traités il faut également l'unanimité des 27 pays. Il suffit d'un vote contre pour que toute modification des traités soit irréalisable. Aucun espoir, cette solution est donc également une **tromperie**
2. Créer des « coopérations renforcées » entre pays de l'UE ayant pour but l'harmonisation fiscale et sociale. Les objectifs acceptables, les procédures et les conditions de mise en place de ces « coopérations renforcées » sont tellement complexes et contraignantes qu'à ce jour aucune « coopération renforcée » n'a vu le jour au sein de l'UE. Encore faudrait-il savoir si d'autres pays sont d'accord pour s'engager dans cette voie. Cette solution est également une **tromperie**.
3. Réaffirmer que le TFUE (traité de Lisbonne) n'est que la copie du TCE (traité Constitutionnel Européen) qui a été rejeté par les français et indiquer que la France n'appliquera pas ce traité. On peut envisager de confirmer, à nouveau, ce refus par un nouveau référendum.
4. Pratiquer la « désobéissance européenne », c'est-à-dire refuser de transposer dans la législation française les directives européennes traitant entre autres de la libéralisation d'un marché, si cette libéralisation ne s'accompagne pas d'une harmonisation sociale et fiscale pour les acteurs du marché concerné. Par exemple : la libération des transports routiers ne peut être acceptée que si elle s'accompagne d'une harmonisation sociale (salaires, conditions de travail, protection sociale, etc.) pour les personnes concernées, en particulier les chauffeurs routiers, et une harmonisation fiscale pour les entreprises de transport routier (ISS, taxes à l'essieu, taxes sur gas-oil, etc.). Le refus de transposer les directives européennes dans la législation française entraînera des sanctions financières de la part de l'UE. Bien sûr, nous refuserons de payer, en nous appuyant, si nécessaire, sur un référendum spécifique sur le sujet. Il s'agit de créer un rapport de force. J'ai l'espoir que cette attitude pourra entraîner le soutien d'autres peuples, d'organisations syndicales, d'associations, de partis politiques et même d'autres gouvernements en Europe. Je reconnais que cette attitude peut entraîner notre exclusion de l'UE (bien que ce soit très difficile...toujours d'après les traités !!), en aucun cas il ne faut prendre l'initiative de sortir de l'UE, mais mettre les autres devant un choix : soit concéder sur l'harmonisation, soit nous exclure. Cette attitude n'a rien d'extraordinaire, c'est celle qui est pratiquée en permanence par les Anglais qui ont ainsi plein d'exemptions dans tous les traités, car les pays européens ont préféré les concessions plutôt que l'exclusion de l'Angleterre.

Chacun aura compris que c'est cette quatrième solution qui a ma préférence.

Nous devons interpeller, harceler tous les candidats promettant l'harmonisation fiscale et sociale en leur demandant comment ils comptent tenir leur promesse dans le cadre des traités actuels de l'UE, en refusant toute réponse du genre « *yaka revoir les traités* » ou « *yaka faire des coopérations renforcées* ».

Interrogeons-nous : Est-il surprenant que les traités ne permettent pas une harmonisation sociale et fiscale ? En fait ouvrir cette possibilité dans les traités est absolument contraire à l'idéologie qui a prévalu à la construction européenne : « *la concurrence libre et non faussée* », concurrence entre les produits, les services, les entreprises, les travailleurs, les Etats. Le fondement de cette idéologie est que cette concurrence permet « *l'affectation optimum des capitaux* ».

Affectation optimum des capitaux, comprendre : affectation des capitaux *là où ils rapporteront le plus*, ce qui n'a rien à voir avec *là où la société, les citoyens en auraient le plus besoin*. Cette idéologie a été portée principalement par Jean Monnet, un intellectuel pro-américain et ultra libéral qui s'est enrichi dans la vente d'alcool du temps de la prohibition au Canada et aux Etats-Unis (voir biographies de Jean Monnet) et par Robert Schumann, dont il a été démontré en 2000 par un journal anglais qu'il était un agent des services américains (voir biographie de Robert Schumann).

Comment ces ultralibéraux ont-ils pu imposer aux dirigeants et aux peuples cette idéologie pour la construction de l'UE ?? Ils n'ont pas dit : « *nous allons mettre les peuples et les Etats en concurrence, nous allons remplacer la guerre avec des armes par la guerre économique* ». Un tel argument serait sans doute mal passé. Ils ont été beaucoup plus subtils, ils ont utilisé la stratégie de la peur, celle qu'utilise en permanence notre Président de la République actuel.

A la sortie de la guerre, le traumatisme des populations était considérable. Elles souhaitaient que tout soit fait pour éviter que puisse un jour se déclarer une troisième guerre mondiale. L'époque était au « *plus jamais ça* ». Euréka se disent nos ultralibéraux, voilà comment justifier la construction européenne. Cette construction est la réponse au « *plus jamais ça* », c'est mieux que de dire qu'on substitue à la guerre « *la concurrence libre et non faussée* » entre les Etats et les salariés. Les citoyens et les élites ont gobé l'argument sans réfléchir, sans aller voir dans le détail ce qu'était réellement cette construction européenne.

L'argument de la paix est fallacieux. Rien ne dit que sans la construction européenne il y aurait eu une autre guerre en Europe. Plus grave, aujourd'hui, cette construction européenne est une menace pour la paix. Pour s'en convaincre il suffit de lire les journaux grecs et ce qu'ils écrivent sur les allemands, il suffit de voir les réactions des allemands auprès de ceux qui leur demandent d'avoir une attitude plus coopérative avec les autres pays d'Europe, du fait que la balance commerciale allemande est positive avec pratiquement tous les pays européens, il suffit de voir toutes les critiques formulées à l'encontre des syndicats ouvriers allemands qui acceptent de faire le sacrifice de leurs intérêts particuliers au nom de l'intérêt supérieur de l'Allemagne, il suffit d'entendre avec quel mépris sont traités certains pays : les PIGS, les « pays du Club Med », etc.

Aujourd'hui ces critiques, ces accusations, ces comportements méprisants, etc. sont feutrés, mais ils occupent de plus en plus de place dans les médias. Ils font leur chemin dans le cerveau des citoyens et gagnent peu à peu du terrain auprès de certaines opinions publiques européennes. Qui peut dire qu'il n'y a pas le risque, qu'un jour, les peuples ne s'enflamment et ne trouvent dans l'autre la cause de leurs malheurs ? En admettant, ce que je ne crois pas du tout, que la construction européenne, ait été un facteur de paix, il faut se rendre à l'évidence : la construction européenne telle qu'elle est conçue actuellement est un risque pour la paix etc'est tout à fait normal. On ne construit pas une coopération pacifique entre Etats et citoyens sur la base de la concurrence. La concurrence c'est le contraire de la coopération pacifique. Alors si l'on veut faire de l'Europe une zone de paix durable, il faut tout reprendre à zéro, et pour cela pratiquer la « *désobéissance européenne* » pour sortir « *de la concurrence libre et non faussée* » et instituer la coopération entre les Etats et entre les citoyens en particulier par « *l'harmonisation sociale et fiscale* ».

Sources :

Texte du TFUE : <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2008:115:0047:0199:FR:PDF>

Monnet :

http://books.google.fr/books?id=T0PcErQ5J6cC&pg=PA15&lpg=PA15&dq=jean+monnet+prohibition&source=bl&ots=aZPK544q0u&sig=VCwvWwuKrfE-Leh3m9rSDs8majo&hl=fr&ei=9VNiTenUJsqb8QOjh6TxCA&sa=X&oi=book_result&ct=result&resnum=3&ved=0CCgQ6AEwAg#v=onepage&q=jean%20monnet%20prohibition&f=false

Schumann :

<http://www.u-p-r.fr/wp-content/uploads/2011/02/UPR-DOSSIER-DE-FOND-LA-FACE-CACHEE-DE-ROBERT-SCHUMAN-f%C3%A9vrier-2011.pdf>

Statistiques : http://www.oecd.org/statsportal/0,3352,fr_2825_293564_1_1_1_1_1_1,00.html

Hommage à Raymond Duberne

Cécile Ganeval

Très triste nouvelle : notre ami Raymond Duberne nous a quittés le 8 février.

Ami et adhérent de notre groupe dont les apports lors de nos rencontres et réunions étaient toujours très enrichissants. Oui ! il va terriblement nous manquer, nous le savions malade en 2010, et il était revenu chez lui depuis quelques semaines... Hélas !

Un grand hommage à notre militant très estimé !

Voici les vœux militants de notre ami Raymond Duberne qui nous a quittés mardi 8 février ! Nous l'estimons profondément. *Le groupe d'ATTAC C.A.B.Le.S. :*

Que (2003) 2011 soit étoilée de révoltes, d'insurrections populaires victorieuses, de luttes sociales, féministes, écologistes !

Que la tyrannie recule !

Que l'humanité fasse quelques pas de plus vers son humanisation !

Que les barrières tombent entre les genres, les ethnies, les générations !

Que l'on se rapproche un peu du Grand Orgasme universel, fusionnel, permanent, public et privé, duel et multiple !

Le bonheur quoi !

Gros bisous à tous

La démocratie avec **Bernard Blavette**

(notes prises par J-P Allétru lors de la réunion organisée par Attac92 à Montrouge, le 3 février 2011)

Qu'est-ce que la démocratie ?

Souveraineté du peuple.

Pour les libéraux ou les capitalistes, il suffit d'élections pas trop truquées, d'une presse à peu près libre, et qu'il y ait des lois. Si on a de la démocratie une idée plus exigeante, on ajoute la justice sociale, on se réfère à la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), qui fait état de droits (à l'éducation, aux soins médicaux, au logement, ...)

Qu'est-ce qu'une démocratie où les gens meurent de faim (Inde) ?

On a pu voir qu'en Tunisie, la revendication, c'est d'avoir de quoi manger, et de vivre librement.

En fait, la démocratie n'est jamais achevée, c'est un processus, une ligne d'horizon, une utopie.

Il y a toujours des progrès possibles, et des régressions possibles.

L'aspiration à la démocratie, c'est le moteur de l'histoire (Tunisie, Egypte, ...)

Les dangers qui la guettent

Nous sommes à un moment crucial. La question écologique peut déboucher sur des guerres (pour s'approprier les dernières gouttes de pétrole, les matières premières, ...), ou sur le partage.

La tendance actuelle est à un affaiblissement de la démocratie.

On voit se généraliser des instances de pouvoir non élues, officielles (Commission européenne, FMI, OMC, Banque centrale européenne, ...), on n'a aucun pouvoir sur ces instances), ou non officielles (lobbies, ...), voire clandestines (offshore, paradis fiscaux : Malte, Liechtenstein, Luxembourg, Iles anglo-normandes, ... ; 6,5 téra-dollars ou milliers de milliards de dollars ; activités criminelles, 1,5 téradollars). Ces sommes faramineuses sont très imbriquées dans l'économie « normale », elles participent à la corruption (Elf...), au financement de campagnes électorales.

Il faut ajouter les « zones franches » (paradis fiscaux officiels), où il n'y a pas de droit du travail, très peu d'impôts, très peu de contraintes écologiques...

Les Grecs, qui ont inventé la démocratie, avaient des esclaves. Nous, nous avons mis les esclaves à la périphérie.

Le capitalisme peut parfaitement se passer de la démocratie (Chine, ...)

Alternatives, approfondissement, démocratie radicale

Pour que la démocratie puisse se développer, il faut la sécurité sociale.

La démocratie, ça demande du temps (les Grecs dédommageaient les citoyens du temps qu'ils consacraient à la cité).

Ça demande de l'éducation :

comprendre les mécanismes économiques

distinction entre fait et opinion (l'avantage comparatif d'Adam Smith, à la base de la « science » économique, est une opinion, non démontrée...)

distinction entre savoir et comprendre

Un pan entier de notre vie est hors démocratie : le temps passé en entreprise. Entre le recruteur et le postulant à un emploi, il y a déséquilibre.

Certes, il y a le droit du travail.

Lire « capitalisme, désir et servitude » de Frédéric Lordon (éd La Fabrique)

L'autogestion : n'a pas été réalisée en France.

Il existe cependant le secteur coopératif. 1 coopérateur = 1 voix, quel que soit le montant de son apport. Partage de la valeur ajoutée. Exemple : société Fayor, électroménager.

Conférence de citoyens : appel à volontaires ; panel représentatif ; tirage au sort ; 20 à 40 personnes. Qui peuvent convoquer des experts de leur choix, et les interroger.

Par exemple sur des questions éthiques. Jacques Testard

On peut imaginer ensuite un vote à l'Assemblée nationale, ou un referendum.

Les technosciences ne sont pas suffisamment contrôlées.

Au niveau international, c'est la loi de la jungle. Le seul lieu possible, malgré tous ses défauts, c'est l'ONU, garante de la Déclaration des droits de l'homme.

Démocratie participative : Porto Alegre. Comités de quartiers.

Alain Badiou : « pour préparer l'avenir, il faut être le plus nombreux possible à penser le plus possible ».

Débat

L'important, c'est le nombre : les Grecs, et les Suisses.

Notre démocratie est à éclipse : mandat de 5 ou 7 ans. La démocratie représentative doit être complétée par un contrôle des citoyens (ex : Porto Alegre)

Sarkozy, Berlusconi sont liés à l'oligarchie internationale.

Il faut établir un rapport de force (ex : Tunisie, Egypte, ...)

Il faudrait une Europe sociale.

Exemple de l'Islande, qui vient de se doter d'une Assemblée constituante.

Actuellement, le pilotage de la science est fait pour des raisons économiques, et non pour le bien-être du plus grand nombre.

Dans les médias, c'est la finance qui dirige.

Quelles actions concrètes pour peser sur la finance ? le boycott.

Désobéissance civile, non violence active. Gandhi, Martin Luther King.

La consommation responsable, c'est déjà une action.

Ce n'est pas le nombre qu'on subit : l'oligarchie, ils ne sont pas nombreux. On est le nombre, et on ne bouge pas !...

- Comment pousser les gens à évoluer ? par exemple : mode de consommation.

- puissance de la pub

- Désobéissance : actions anti-publicité.

- Le capitalisme n'est pas le bon système pour gouverner le monde, mais on a beaucoup de mal à imaginer autre chose que le capitalisme. Une pensée alternative commence à émerger, quoique brouillonne : la décroissance. Lire la revue Entropia .

- Prenons le pouvoir. J'ai monté ma boîte. Economie intelligente. Capitalisme et démocratie en sont pas antinomiques.

- La notion de partage est à l'opposé du capitalisme. Nous serons 9 milliards d'hommes : la croissance mène à une impasse.

- Il ya peut-être un autre capitalisme à inventer. Ce qui est condamnable, c'est le capitalisme financier.

- Il est impossible d'amener tout le monde à notre niveau de consommation occidental. Paul Ariès : notion de mésusage (ex de l'eau, de l'avion)

- Pourquoi imposer des contraintes sur le choix des déplacements ? Il faut faire payer

- La sélection par l'argent, c'est inacceptable.

- les vols courts sont peut-être condamnés d'ici 15 ou 20 ans (renchérissement du cours du pétrole, baisse du nombre de clients, regroupement de compagnies aériennes, choix de ne plus faire que des vols longue distance). Le « droit à émettre du CO2 » pour chaque personne est très réduit (inférieur, pour une année, à un aller-retour Paris New York).

- L'écologie est une dictature.

- Les contraintes sont réelles.

- Se reporter des biens matériels vers l'immatériel : l'acquisition de connaissances, le temps de vivre, le discours amoureux...

Notes de lecture de Michel Fenayon

« Pour une révolution fiscale » par Camille Landais, Thomas Piketty, Emmanuel Saez ; Seuil

Les auteurs de ce livre sont des « experts », ils sont chercheurs, professeurs. J'avais eu l'occasion d'écouter l'un d'eux à la radio. Franchement je n'avais pas tellement envie d'acheter leur livre. Sans doute ce serait, une fois de plus, un livre « d'experts », qui pendant des dizaines et des dizaines de pages vous expliquent que la situation actuelle (en l'occurrence, vu le titre du livre, la situation de la fiscalité) est intolérable, injuste, inéquitable, anti-démocratique, etc. A l'appui de la « démonstration » devaient, sans doute, figurer des quantités de tableaux et de graphiques sans oublier les explications historiques, philosophiques, sociologiques voir psychologiques à cette situation. Probablement le livre devait-il se terminer, comme la plus part d'entre eux, par une page (si l'on a de la chance deux) de solutions pour sortir de cette situation. Solutions très générales, non détaillées, non chiffrées, bref des solutions du genre « y'a qu'à ».

Cependant chez mon libraire le livre était en « tête de gondole ». Je le feuillette, il ne ressemblait pas à tous les autres. Je l'achète en me disant que sans doute une fois de plus je m'étais fait piéger par le savoir faire « marketing », comme ils disent, de mon libraire.

Franchement je n'ai pas été déçu. Ces « experts » osent aller, au delà des analyses classiques, jusqu'à faire des propositions précises, concrètes, opérationnelles et ...chiffrées !! Du jamais vu !! Ils sont tellement surpris de leur propre audace que dans la conclusion ils en viennent à s'excuser : « Pour les chercheurs que nous sommes, ce livre témoigne d'une démarche inhabituelle. Il s'agit d'un livre d'intervention politique, tourné à la fois vers l'analyse et vers l'action..... ». Ces excuses semblent s'adresser plus à leurs collègues « experts » qu'au lecteur qui lui se dit : enfin du concret !!

Voilà un véritable livre d'éducation populaire, car les lecteurs sont incités à agir (et ne pas rester passifs) en allant sur le site Internet accompagnant le livre (<http://www.revolution-fiscale.fr/>) ou chacun peut faire ses propres hypothèses, ses simulations, donc réfléchir et non seulement « gober ». C'est là le premier intérêt du livre.

Mais ce n'est pas tout. Nos experts n'hésitent pas à bousculer les tabous. Tout d'abord ils démontrent que le système fiscal actuel n'est pas progressif, mais qu'au contraire il est dégressif. Ils remettent en cause le quotient conjugal qui est contraire à l'égalité hommes/femmes et fait que le salaire de l'épouse (en général) est considéré simplement comme un « salaire d'appoint ». Ils remettent en cause le quotient familial qui fait que, pour un même nombre d'enfants, plus on est riche, plus ça rapporte. Ils remettent en cause le financement de la protection sociale par les salaires, dans la mesure où les prestations sociales sont universelles (maladie, famille, etc.) et non liées au fait que l'on travaille ou pas. Non seulement, ils bousculent, ils remettent en cause mais en plus ils proposent et pas seulement des « y'a qu'à ».

Le plus spectaculaire pour moi (mais à chacun de faire son choix) : ils proposent un « revenu d'autonomie » pour les jeunes adultes et expliquent comment le financer.

Ce ne sont là que quelques propositions du livre qu'il est pratiquement impossible de résumer tellement il est dense. Souhaitons que ce livre fasse école, que l'on soit ou non d'accord avec ses propositions. Espérons qu'il fasse école auprès des « experts » .

Courrier des lecteurs :

JCM : Bravo, je n'ai pas lu le bouquin de Frédéric Lordon, mais ce qui en est restitué est 100% pertinent.

Juste une nuance : je ne pense pas que la victoire des Friedmann Hayek Thatcher Reagan & co soit le résultat d'un complot réussi. Ce n'est qu'un conatus parmi d'autres qui réussit, presque par hasard, simplement parce qu'il est le seul à avoir un tropisme simple (l'appât du gain) et ne rencontre aucune opposition (même faible) des autres (qui n'ont rien compris, ne sont animés par aucun projet, et s'agitent en désordre comme des poules auxquelles on aurait coupé la tête).

Pour les révolutions confisquées, lire "les animaux de la ferme" de Georges Orwell, qui n'a pas pris une ride après 1/2 siècle.

Claude Borgo : Lire l'analyse du livre de F. Lordon intitulé : "Capitalisme, désir et servitude", remarquable.

Hubert Nadin : En réponse à l'invitation de Claude Borgo à lire l'analyse du livre de F. Lordon intitulé : "Capitalisme, désir et servitude" dans le dernier Angle d'Attac 92 : Oui, excellent article, bravo à Frédéric Lordon, à Bernard Blavette et à Angle d'Attac 92 !

"Il faut se rendre à l'évidence : toutes les tentatives de transformation sociale ont à ce jour échoué " (introduction).

...[d'autres]" une petite minorité, s'interrogent à la recherche d'une nouvelle radicalité pour éclairer l'action. Une radicalité qui ne se traduirait pas seulement par ces vaines gesticulations que savent si bien mettre en scène syndicats réformistes et partis politiques déliquescents, mais qui reposerait sur une compréhension « à la racine » des phénomènes de domination et de servitude, tant il est vrai que l'on ne peut combattre efficacement que ce que l'on conçoit parfaitement. "

L'article démarre fort et tombe à pic pour moi, car je me pose les mêmes questions.

Las de porter des pancartes dans des défilés sans perspectives heureuses, las d'organiser ou d'assister à des conférences, films et débats pour un public de convaincus (en un seul mot), las de lire des livres de lanceurs d'alerte aussi brillants qu'intelligents sur les thèmes de l'écologie (on va dans le mur...), de l'économie (la crise ne peut que s'aggraver...), des sciences et techniques (les industriels jouent avec le feu ...)...

Sans avoir lu Spinoza j'ai compris que "La révolte individuelle est de peu d'intérêt, incapable de changer la face de la société. Mais la révolte collective démultiplie la puissance de la multitude, lui permet d'opérer de grands bouleversements et la prépare à la deuxième étape." et j'ai cherché à déterminer ce qui pourrait être le meilleur levier de changement ?

Pour faire vaciller le système viser le cœur et le cœur du système c'est assurément ... la banque (Frédéric Lordon et Éric Cantona le disent).

Et si " l'on n'a effectivement pas le pouvoir qu'on imagine ne pas avoir " c'est bien vis à vis des banques.

Donc comment se saisir d'une arme nouvelle, à savoir l'argent que les " multitudes " on a déposé dans le système bancaire.

Comment toucher la "multitude" ?

Une seule solution, un cocktail d'Internet et de relais par les médias via un VIP (Éric Cantona ?).

Avec quelques amis nous avons construit un site qui cherche à relancer la dynamique créée par la vidéo d'Éric Cantona sur Youtube en octobre dernier :

<http://cantonalasuite.fr/>

Si quitter sa banque pour mettre son argent sous son matelas n'est pas envisageable, changer de banque, interpellé son banquier ... sont des actions à la portée de tous. Les citoyens détiennent, à travers l'argent qu'ils déposent dans la banque de leur choix, un pouvoir énorme sur le système financier. Notre blog, s'inscrit dans les campagnes militantes avant les G8 et G20 et propose la signature d'une pétition qui sera en ligne jusqu'au 30 avril (objectif : xxxxxxx signatures).

Nous espérons que ce blog retiendra votre attention et votre intérêt et nous vous remercions d'en diffuser l'adresse à tous vos amis qui peuvent se sentir concernés par leur banquier et le rôle des banques dans le monde.

Si ce blog vous plaît merci de publier sur votre site le lien qui permettra d'y accéder et de nous en prévenir en retour de ce mail.

Agenda

26- 31 mars

Vanves

Festival "Cinéma & écologie"

Les associations La Ruche de Vanves et l'AMAP Le Panier Vanvéen organisent un festival "Cinéma & écologie" au théâtre du Lycée Michelet à Vanves (Hauts-de-Seine) et au cinéma de Vanves pour la séance du mardi. Les projections sont libres, gratuites (ou participation libre pour la séance du mardi au cinéma de Vanves) et suivies d'un débat. Programme complet joint.

En résumé :

Séance jeunesse du samedi 26 mars à 14h30 : "Nuages au Paradis" de Giliane Le Gallic et Christopher Horner. Débat sur le réchauffement climatique avec un représentant de l'association de défense de l'île de Tuvalu.

Samedi 26 mars à 20h30 "Small is beautiful" de Agnès Fouilleux. Débat avec Matthieu Calame, agriculteur biologique et ingénieur agronome.

Mardi 29 mars à 20h30 "Severn, la voix de nos enfants" de Jean-Paul Jaud. Débat avec Sjoerd Wartena paysan retraité, fondateur de l'association « Terre de Liens ».

Mercredi 30 mars à 20h30 "Moi, la finance et le développement durable" de Jocelyne Lemaire Darnaud. Débat avec Jacky Blanc président du directoire de la NEF, coopérative de finances solidaires.

Judi 31 mars à 20h30 "La mise à mort du travail" de Jean-Robert Viallet. Débat avec Dominique Méda, sociologue, directrice de recherches au Centre d'Etudes de l'Emploi.

Plus d'info sur <http://laruchedevanves.over-blog.com/>.

7 avril

Montrouge

L'éducation populaire, porteuse de transformations sociales

Réunion-débat ATTAC 92, avec **Didier Minot**,

20 h 30, Maison des Associations, 105, avenue Aristide Briand

Organisation d'ATTAC 92

Siège social: 6, rue Ledru-Rollin 92150 Suresnes attac92@attac.org

Site internet: <http://www.local.attac.org/attac92> (Jean-Louis Montel) (web.attac92@attac.org)

Président d'ATTAC 92 : Eric Colas president.attac92@attac.org

Secrétaire : Michel Fenayon secretaire.attac92@attac.org

Vice-secrétaire : Sophie Maloberti

Trésorier : Hubert Guérinet

CNCL Attac Ile-de-France : Cécile Ganeval

Groupe communication : Hubert Guérinet, Christian Hamon, Cyril Pocréaux

Fichier : Nicolas Lasman, Jacques Pinoteau

Correspondant Electronique Local Jean-Paul Allétru

Grouper de proximité :

Bagneux : Daniel Monteux Asnières : Guy Rodary Clamart : Eric Colas Antony : Cécile Ganeval; Benjamin Ball

Colombes : Bernard Kervella Rueil-Malmaison : Cyril Pocréaux Clichy : Jean Quebre, Marthe Chabrol

Courbevoie : Annie Reynaud Montrouge : Jean-Paul Allétru; Catherine Sindicas; Marjorie Gaudemer Genevilliers : Nelly Viennot

Bulletin d'adhésion 2011

NOM (en capitales) : PRENOM : Homme / Femme (rayer la mention inutile)

Date de naissance : Profession :

Adresse : Code postal : Ville : Pays : Téléphone fixe

: Mobile :

Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) :

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2010 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :

tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 13 €	de 450 à 900 € : 21 €	de 900 à 1 200 € : 35€	de 1 200 à 1 600 € : 48€
	de 1 600 à 2 300 € : 65 €		de 2 300 à 3 000 € : 84 €	de 3 000 à 4 000 € : 120 €
	au-delà de 4 000 € : 160 €			

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association : je procède à un apport supplémentaire de

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) :

par chèque bancaire ou postal

par carte bancaire n° :

3 derniers chiffres : date d'expiration :

signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Service adhésions, 60732 Sainte Geneviève cedex - France

Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Angle d'attac 6, rue Ledru-Rollin – 92150 Suresnes Responsable de la publication : Eric Colas (president.attac92@attac.org)